



Les travaux au siège social de la Commission scolaire des Patriotes devraient se faire durant l'été.
Photo: Agence QMI

Commission scolaire des Patriotes

Le siège social sera rénové au coût d'un million\$

Héloïse Archambault Agence QMI

L'Information de Sainte-Julie - 1^{er} février 2012

Actualité > Éducation

Après avoir vu son projet de construction d'un nouveau siège social de 13 millions\$ refusé, la Commission scolaire des Patriotes (CSP) rénovera

son bâtiment actuel, au coût d'un million.

Situé à Saint-Bruno-de-Montarville, le siège social de la CSP sera rénové au cours de l'été prochain.

Parmi les travaux qui seront réalisés, on compte la réfection de la toiture, des changements de fenêtres et la construction d'un ascenseur.

Un bâtiment de 13 millions\$

En novembre 2010, la CSP en avait fait réagir plus d'un alors qu'elle souhaitait procéder à la construction d'un nouveau siège social pour ses employés, au coût de 13 millions.

Au lendemain de la publication de cette nouvelle, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait clairement signifié son désaccord à un tel projet.

La meilleure décision?

Un peu plus d'un an plus tard, le conseil des commissaires de la CSP a décidé, le 20 décembre dernier, de rénover son bâtiment actuel.

Or, il semble que cette décision n'ait pas été prise de gaieté de cœur.

«L'option de construire un nouveau centre administratif (...) n'a pas pu se concrétiser malgré que cette option était la meilleure», peut-on lire dans le dernier bulletin mensuel du conseil.

Questionnée à ce sujet, la présidente du conseil explique que la CSP n'a eu d'autre choix que de se conformer à la décision du ministère de l'Éducation.

«Le ministère a imposé des compressions budgétaires, et c'est dans ce contexte-là qu'on doit travailler, indique Hélène Roberge. C'est la situation au Québec et nous en prenons bonne note.»

Les employés coincés

Au départ, la CSP souhaitait construire un nouveau siège social afin de regrouper tous ses employés au même endroit. Actuellement, ils sont répartis dans trois bâtiments, faute d'espace.

«On va avoir besoin de plus d'espace l'an prochain pour les élèves. Mais, on ne sait pas encore où les employés seront transférés», avoue Hélène Roberge.

Du côté du Syndicat de l'enseignement de Champlain, on indique que la rénovation du siège social n'est pas un problème, pourvu que cet argent n'affecte pas les services aux élèves.